















Accord-cadre n° 2026-05 : Fourniture et acheminement d'électricité et de gaz naturel pour les sites du GIP FCIP de Lille, opérant sous le nom commercial GIP ViaPro

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

C.C.P. N°2026-05

Appel d'offres ouvert en application de l'article L. 2124-2 du Code de la Commande Publique

Lot n° 2 – Fourniture et acheminement de gaz naturel

SYNTHÈSE DU CONTRAT	
	<p>Accord-cadre à marchés subséquents de fourniture</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture et acheminement d'électricité et de gaz naturel pour les sites du GIP FCIP de Lille</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>GIP FCIP de Lille, opérant sous le nom commercial GIP ViaPro</p> <p>111 Avenue de Dunkerque 59000 - Lille</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offre ouvert, en application de l'article L. 2124-2 du Code de la Commande Publique</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	Région Hauts-de-France
	L'accord-cadre est divisé en 2 lots.
	La durée d'exécution de l'accord-cadre est indiquée au sein de ce document.
	L'accord-cadre est à prix unitaire.
	L'accord-cadre est actualisable.
	L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p>
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

PARTIE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	5
ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 3. DURÉE DE L'ACCORD CADRE.....	6
ARTICLE 4. TYPE D'ACCORD-CADRE.....	6
4.1. FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	6
4.2 PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
5.1. PIÈCES CONTRACTUELLES.....	7
5.2. PIÈCES GÉNÉRALES.....	7
ARTICLE 6. ASSURANCES.....	7
ARTICLE 7. INTERVENANTS.....	8
7.1. SOUS-TRAITANCE.....	8
7.2. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES.....	8
PARTIE 2. CLAUSES TECHNIQUES.....	10
9.1 LA LOCALISATION.....	10
9.2 TYPE D'ÉNERGIE.....	10
9.3 MODALITÉS DE RATTACHEMENT ET DÉTACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON.....	11
9.4 CAPACITÉ TECHNIQUE.....	11
PARTIE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	12
ARTICLE 10. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	12
10.1 REPRÉSENTATION DU TITULAIRE.....	12
10.2 REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	12
ARTICLE 11. EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	12
11.1 MODALITÉS DE COMMANDE.....	12
11.2 DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	12
ARTICLE 12. OPERATIONS DE VERIFICATIONS.....	13
12.1 GÉNÉRALITÉS.....	13
12.2 MODALITÉS DE VÉRIFICATION.....	13
ARTICLE 13. OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RESPONSABILITE SOCIE- TALE DES ENTREPRISES.....	14
ARTICLE 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	15
ARTICLE 15. CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	15
PARTIE 4. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT.....	17
ARTICLE 16. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	17
ARTICLE 17. AVANCE.....	17
ARTICLE 18. MODALITÉS DE PAIEMENT.....	18
18.1 PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	18
18.2 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	18
PARTIE 5. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	20
ARTICLE 19. PÉNALITÉS.....	20
ARTICLE 20. MESURES COERCITIVES.....	21
ARTICLE 21. CAS DE RÉSILIATION.....	21
ARTICLE 22. LIQUIDATION.....	22
ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	22
23.1 RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES.....	22
23.2 JURIDICTION COMPÉTENTE.....	22
PARTIE 6. DÉROGATION AU CCAG.....	23

PARTIE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE DE LILLE, opérant sous le nom commercial GIP ViaPro	
Adresse : 111 avenue de Dunkerque CS 10023	Code postal : 59009 Lille Cedex
Ville : LILLE	Pays : France
Adresse internet : http://monavenirpro-hdf.fr/	

ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent lot porte sur la fourniture et l'acheminement de gaz naturel nécessaire à l'alimentation en continu et sans aucune altération des besoins pour les sites du GIP FCIP de Lille recensés dans le présent CCP.

L'objet de la consultation comprend les prestations ci-dessous :

- La fourniture et l'acheminement en gaz naturel des points de livraison listés dans le Cahier des Clauses Particulières et de ceux ultérieurement lors de la passation des marchés subséquents ;
- L'accès au réseau public de distribution de gaz, son acheminement et son utilisation pour les points de livraison listés dans le Cahier des Clauses Particulières et de ceux ultérieurement lors de la passation des marchés subséquents ;
- La gestion des contrats d'accès au réseau de distribution et l'acheminement, pour l'ensemble des points de livraison listés dans le Cahier des Clauses Particulières et de ceux ultérieurement lors de la passation des marchés subséquents, dans le cadre d'un contrat unique ;
- La mission de responsable d'équilibre conformément à l'article L. 321-15 du Code de l'Énergie.

ARTICLE 3. DURÉE ET FORME DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de quatre (4) ans à compter de sa notification. En aucun cas il ne pourra aller au-delà.

Il est passé sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents tel que défini aux articles R.2162-7 ; R.2162-10 et R.2162-12 du Code de la commande publique.

Il est conclu sans minimum mais avec un maximum en valeur.

Montant minimum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre	Montant maximum en € HT sur la durée to- tale de l'accord- cadre
Sans minimum	300 000 € HT

Conformément à l'article R.2162-2 du Code de la commande publique, étant donné que l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles, il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Nombre d'attributaires

Le nombre d'attributaires à retenir est fixé à trois (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

ARTICLE 4. DISPOSITIONS COMMUNES AUX MARCHÉS SUBSÉQUENTS

4.1. Mise en concurrence

Le nombre et la durée des marchés subséquents sont fixés par le pouvoir adjudicateur en fonction de la survenance des besoins et de l'état du marché de l'énergie.

Durant toute la durée de l'accord-cadre, il est prévu prévisionnellement, la passation de six (6) marchés subséquents. Ces prévisions se fondent sur les bâtis du GIP ViaPro composé actuellement d'un siège à Lille. L'ouverture de deux antennes est prévue prochainement sans toutefois que les lieux n'aient été trouvés. La programmation sera donc impactée en fonction :

- De la date de contractualisation des beaux des nouvelles antennes ;
- De la décomposition du bail (si gaz compris dans le bail).

La période prévisionnelle de passation du premier marché subséquent pour le site de Lille est le 15 avril.

Le pouvoir adjudicateur procédera à une remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre concernés en prenant en compte l'évolution du marché du gaz naturel qu'il pourra engager à la date de son choix.

Les titulaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence, via la plateforme de dématérialisation de l'État (PLACE). Un lien leur permettant d'accéder aux dossiers leur sera envoyé.

Le dossier de consultation de cette remise en concurrence sera composé de l'acte d'engagement, l'annexe financière et la lettre de consultation précisant les délais et les conditions de remise des offres :

- la référence de l'accord-cadre,
- la période de début et de fin de livraison énergie,
- le délai de validité des prix de l'offre,
- la date et l'heure limite de remise de l'offre,
- le mode d'envoi des offres.

Seules les offres remises au plus tard à la date et l'heure limite indiquée sur la lettre de consultation du marché subséquent et qui respecte ses prescriptions seront considérées. Toute négociation est exclue lors de la passation des marchés subséquents.

Le pouvoir adjudicateur attribuera chaque marché subséquent à l'offre de prix économiquement la plus avantageuse en fonction du critère prix.

4.2. Point de livraison / Données techniques

Le pouvoir adjudicateur communique lors de chaque marché subséquent et chaque point de livraison les données techniques suivantes :

- Identification de chaque site
- Identification du comptage si nécessaire
- Le point de comptage si nécessaire
- Le point de comptage d'estimation, PCE
- La consommation annuelle de référence lorsqu'elle est connue, et à défaut une estimation prévisionnelle.

Le nombre de points de livraison et les consommations seront précisés sur le bordereau de prix unitaires de chaque marché subséquent. Le titulaire du marché subséquent vérifie et effectue la mise à jour des données techniques et informe par écrit le pouvoir adjudicateur des modifications apportées, à tout moment au cours du marché.

4.3. Délai d'exécution

Les délais d'exécution des marchés subséquents seront déterminés lors de leur passation et seront fixés au sein de chaque marché subséquent.

Prévisionnellement, une durée ferme de deux ans par marché subséquent est prévue. La durée exacte de chaque marché subséquent sera confirmée lors de sa passation.

Le délai d'exécution du dernier marché subséquent ne peut excéder de plus de 10 mois la date limite de validité de l'accord-cadre.

Durant la période de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents prennent effet à compter de leur notification ou aux dates de début d'exécution fixées.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

5.1. Pour l'accord-cadre

Pièces contractuelles	
1	L'acte d'engagement (ATTRI1)
2	Pour chaque lot, le cahier des clauses particulières (CCP) et leur annexe commune
3	Pour chaque lot, le mémoire technique
4	Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre

Pièces générales	
1	Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
2	Les normes et règlements approuvés par arrêtés ministériels applicables aux prestations faisant l'objet de l'accord-cadre
3	Le code de la commande publique
4	Le code de l'énergie

5.2. Pour les marchés subséquents

Pièces contractuelles	
1	L'acte d'engagement (ATTRI1)
2	La lettre de consultation
3	L'annexe financière
4	Le cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe

Pièces générales	
1	Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
2	Les normes et règlements approuvés par arrêtés ministériels applicables aux prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.
3	Le code de la commande publique
4	Le code de l'énergie

ARTICLE 6. ASSURANCES

Le Titulaire (ou chaque membre du Groupement) est tenu de contracter et de maintenir pendant toute la durée des obligations contractuelles et/ou légales à ses frais les assurances de Responsabilité Civile et de Responsabilité Civile Professionnelle garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent (et/ou du fait d'éventuels sous-traitants) du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le Titulaire est tenu :

- De remettre une attestation d'assurance à l'Acheteur en cours de validité au plus tard à la date de notification du présent accord-cadre,
- De transmettre par la suite, sur demande de l'Acheteur, dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de l'envoi de la demande par l'Acheteur, et ce pendant toute la durée de l'accord-cadre, une attestation d'assurance actualisée,
- Fournir une attestation d'assurance actualisée au début de chaque année et ce, pendant toute la durée du présent accord-cadre.

En application du CCAG FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, l'absence de fourniture d'une telle attestation pourra constituer un motif de résiliation du présent accord-cadre.

Sur simple demande de l'Acheteur, le Titulaire devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances. Il est expressément entendu par le Titulaire que :

- Aucune limitation de garanties d'assurance en nature ou en montant ne sera opposable à l'Acheteur,
- L'existence d'assurances ne peut être considérée comme une quelconque limitation des responsabilités encourues et garanties dues par le Titulaire,
- La fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées au présent article constituent un préalable à la conclusion de l'accord-cadre,

- Le Titulaire ne pourra répercuter à l'Acheteur aucun surcoût demandé par son assureur afin de délivrer des garanties conformes aux clauses du présent CCP,
- Le Titulaire s'engage à répercuter des obligations identiques sur ses sous-traitants et à justifier à toute demande de l'Acheteur que lesdits sous-traitants se conforment aux obligations ci-dessus.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, l'Acheteur se réserve le droit d'exiger de la part du Titulaire la souscription d'une assurance complémentaire à la charge exclusive du Titulaire et, en cas de non-respect, de résilier l'accord- cadre aux torts de ce dernier.

ARTICLE 7. INTERVENANTS

7.1. Sous-traitance

Le soumissionnaire indique dans son offre la part du marché qu'il a l'intention de sous-traiter ainsi que les sous-traitants proposés, si connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- Les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- Une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complétée et signé.

7.2. Groupement d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant,

à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

PARTIE 2. CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 8. CONTEXTE

Le présent lot porte sur la fourniture et l'acheminement de gaz naturel nécessaire à l'alimentation en continu et sans aucune altération des besoins pour les bâtiments recensés dans le dossier de consultation.

L'objet de la consultation comprend les prestations ci-dessous :

- La fourniture et l'acheminement en gaz naturel pour l'ensemble des points de livraison listés dans le présent CCP ;
- L'accès au réseau public de distribution de gaz, son acheminement et son utilisation pour les points de livraison ;
- La gestion des contrats d'accès au réseau de distribution et l'acheminement, pour l'ensemble des points de livraison listés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, dans le cadre d'un contrat unique ;
- La mission de responsable d'équilibre conformément à l'article L. 321-15 du Code de l'Énergie.

ARTICLE 9. DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS ATTENDUES

9.1 La Localisation

L'ensemble des sites est réparti sur le territoire du Nord-Pas-de-Calais.

Site	Adresse	PDL
Lille	111 Avenue de Dunkerque, 59 000 Lille	3000011083508

La liste des sites de livraison est non exhaustive. En cas de besoin, les autres sites de livraison feront l'objet de nouveaux marchés subséquents.

Les candidats sont expressément autorisés à recueillir, auprès du gestionnaire de réseau d'électricité et de gaz, les données de consommations historiques associées aux points de livraison.

9.2 Type d'énergie

Les titulaires de l'accord-cadre devront être en mesure de proposer :

- une fourniture de gaz standard
- Une fourniture de gaz comportant une part d'énergie renouvelable de 25%
- Le cas échéant, une fourniture de gaz 100% renouvelable.

Chaque niveau devra faire l'objet d'une identification tarifaire distincte dans le bordereau de prix.

Pour toute fourniture de gaz renouvelable, le titulaire transmettra annuellement :

- Le volume de gaz couvert par les garanties d'origine,
- L'origine des installations de production (pays, filière)
- La date d'émission des garanties d'origine

- L’attestation d’annulation des garanties d’origine.

9.3 Modalités de rattachement et détachement d’un point de livraison

Lorsqu’il s’agit de points de livraison existants, le Titulaire sera informé des éléments nécessaires à l’exécution du marché dans un délai minimum de 10 jours ouvrés avant la date de livraison souhaitée.

Le Pouvoir adjudicateur pourra rattacher un nouveau point de livraison en cours de contrat. Ce rattachement fera l’objet d’une modification du périmètre du contrat.

Lorsqu’il s’agit d’un nouveau point de livraison, le Pouvoir adjudicateur avertira le Titulaire dans un délai de 30 jours ouvrés avant la date de livraison souhaitée.

Le Titulaire effectue toutes les démarches nécessaires à la mise en service du ou des contrats à la date souhaitée, notamment dans le cas d’un point de livraison existant dont le fournisseur précédent n’est pas le Titulaire.

L’offre de prix de la présente consultation intègre ces prestations.

La suppression d’un point de livraison fera l’objet d’une modification du périmètre du contrat.

Le Titulaire sera informé par avenant établi par le pouvoir adjudicateur :

- De l’objet et du motif de la demande ;
- Du nom, de l’adresse et de la référence du point de livraison concerné ;
- De la date de fin d’exécution des prestations relatives au point de livraison concerné.

Le Titulaire effectue toutes les démarches nécessaires à la résiliation du ou des contrats à la date souhaitée auprès de tous les acteurs concernés.

Dans le cadre du mémoire technique, le Titulaire présente les modalités de prise en compte d’un ordre de service portant une demande d’évolution de la puissance d’un point de livraison ainsi que les délais de traitements afférents sur lequel il s’engage.

9.4 Capacité technique

Le Titulaire sera en capacité d’assurer les modalités d’accompagnement nécessaire à la gestion de nouveaux branchements ou de branchements provisoires.

En termes de relation client, le GIP ViaPro souhaite qu’un seul interlocuteur identifié (nom, téléphone et adresse courriel) lui soit attribué et que celui-ci soit en capacité de répondre à ses attentes tant d’un point de vue technique que financier.

ARTICLE 10. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

10.1 Représentation du titulaire

L'acheteur s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des prestations de fourniture et d'acheminement qui lui sont confiées, toutes les informations nécessaires à la bonne exécution du marché subséquent.

Le titulaire s'engage à désigner dès la notification du marché subséquent, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations en son nom.

La bonne exécution du marché subséquent suppose que le titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès de l'acheteur quelle que soit la nature des problèmes évoqués.

Ce responsable désigné par le titulaire est l'unique interlocuteur pendant toute la durée du marché subséquent : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours de marché, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

10.2 Représentation du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le GIP FCIP de Lille, **opérant sous le nom commercial GIP ViaPro**.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le directeur du GIP FCIP de Lille ou toute personne habilitée par délégation pour l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents ultérieurement.

Il reçoit du titulaire les pièces concrétisant la réalisation des prestations ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations. Il procède ainsi aux opérations de vérification et d'admission des prestations réalisées et aux validations des factures.

ARTICLE 11. EXÉCUTION DES PRESTATIONS

11.1 Modalités de commande

Les demandes sont réalisées au fur et à mesure de l'identification du besoin et font l'objet de la passation de marchés subséquents.

Les attributaires de l'accord-cadre désigneront un ou plusieurs interlocuteurs dédiés à la gestion des demandes émises par le GIP FCIP de Lille, pouvoir adjudicateur.

11.2 Délais d'exécution des prestations

Dans le cadre de son offre technique, le soumissionnaire présentera sa méthodologie d'optimisation des délais, en proposant ses propres délais maximum, et sera évalué en conséquence.

Ces délais de fourniture seront repris pour chaque marché subséquent. En cas de non respect, une pénalité est prévue à l'article 19 du présent CCP.

ARTICLE 12. OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Les opérations de vérification et d'admission s'effectuent en application de l'article 29 du CCAG.

Le délai de vérification court à compter de la date de livraison des prestations concernées au pouvoir adjudicateur.

L'administration dispose à compter de la livraison du délai indiqué dans le CCAG pour vérifier celles-ci (vérification quantitative et qualitative).

ARTICLE 13. CLAUSE ENERGIE RENOUVELABLE / ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de la prise en compte des objectifs de développement durable et de la transition énergétique le candidat peut proposer de l'énergie verte produite à partir d'énergies renouvelables dans la limite indiquée à l'article 9.2 du présent CCP.

Dans ce cas le candidat précisera sur le bordereau de prix, le surcoût éventuel au MWh et les modalités de délivrance et d'utilisation des certificats.

ARTICLE 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

ARTICLE 15. CLAUSE DE RÉEXAMEN

Dans un souci d'optimisation et d'adaptation des prestations au regard des besoins de l'acheteur, une clause de réexamen est prévue pour permettre une révision concertée de l'organisation mise en place pour l'exécution du présent marché.

15.2 Objet de la clause de réexamen

Cette clause vise à adapter les modalités organisationnelles des prestations du marché en fonction des retours d'expérience, des évolutions techniques, ou des besoins exprimés par l'acheteur, sans remettre en cause l'objet principal ni les conditions économiques du marché.

15.2 Déclenchement de la révision

La révision de l'organisation des prestations peut être engagée dans les cas suivants :

- Lors de la survenance de difficultés constatées dans l'exécution des prestations, signalées par l'une ou l'autre des parties ;
- En cas de modification réglementaire ou technique impactant l'organisation prévue dans le marché.
- Pour l'ajout d'un site de livraison supplémentaire à l'accord-cadre.

15.3 Modalités de mise en œuvre

La révision est engagée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties par notification écrite adressée à l'autre partie.

Une réunion de concertation est organisée dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la notification, réunissant les représentants de l'acheteur et du titulaire.

Les parties s'efforcent d'aboutir à une solution concertée, formalisée par un avenant au marché.

15.4 Effet des modifications

Toute modification validée dans le cadre de la présente clause s'applique à compter de la notification de l'avenant au titulaire du marché subséquent.

15.5 Limite de la clause

La clause de réexamen ne peut être utilisée pour introduire des modifications substantielles au marché, au sens des articles L. 2194-1 et suivants du Code de la Commande publique, sauf si un nouveau marché est conclu conformément à la réglementation applicable.

PARTIE 4. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT

ARTICLE 16. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX

Les prix sont détaillés comme suit :

- Abonnement : Une part fixe d'abonnement mensuel, déterminée à partir du volume prévisionnel des consommations, pour l'ensemble des composantes d'acheminement, de stockage, de la responsabilité d'équilibre et de modulation, du suivi et des services proposés.
- Molécule : Un coût unitaire ferme, non révisable et non actualisable du MWh consommé, applicable sur les consommations.
- Non actualisable, non révisable : en application des articles R2112-9/R2112-10 et dernier alinéa de l'article R2112-14 du code de la commande publique, chaque marché subséquent à l'accord-cadre sera conclu à prix ferme, non révisable, non actualisable.
- Le prix du gaz naturel, hors acheminement, hors CEE, hors coût de stockage, exprimé en euros/MWh dans l'offre de base de chaque marché subséquent, s'entend hors toutes taxes, charges, certificats et contributions dont les taux, bases d'applications et montants sont précisés dans l'offre remise.

Révision des prix

Les prix sont fermes et non révisables pour la durée de chaque marché subséquent, et sont ajustables uniquement dans les conditions figurant ci-après.

Modification du tarif d'utilisation des réseaux de distribution du gaz naturel

Les modifications des tarifs d'utilisation des réseaux publics de transport et de distribution du gaz naturel publiées par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE), pourront impacter, à la hausse comme à la baisse, les différentes composantes des prix puisqu'elles sont indépendantes de la décision du titulaire.

En cas de variation des prix réseaux, les modifications induites sont appliquées selon la règle du prorata temporis.

Le titulaire s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais les justificatifs de ces modifications de tarifs, ainsi que le BPU mis à jour avec ces modifications de tarifs, qui tiendra lieu de pièce justificative pour la Trésorerie pour le paiement des factures.

Taxes et contributions

Les taxes et contributions fixées par la réglementation, notamment les CEE classiques et précarités, les Certificats de Production Biogaz et les obligations de stockages, peuvent être révisées lors de chaque évolution réglementaire sans qu'il soit nécessaire de recourir à un avenant. Le fournisseur informera le pouvoir adjudicateur et introduira ce nouveau coût au BPU actualisé.

En cas de variation des prix, les modifications induites sont appliquées selon la règle du prorata temporis.

De même, toute évolution des dispositions législatives ou réglementaires relatives au mécanisme de capacité, les nouvelles charges dont le fournisseur serait redevable seront intégralement répercutées et facturées au pouvoir adjudicateur. A charge au titulaire d'en informer le pouvoir adjudicateur.

Certificats de Production Biogaz

Dès 2026, les fournisseurs devront restituer des CPB à l'état pour chaque MWh vendu à des consommateurs tertiaires ou résidentiels selon l'arrêté du 5 septembre 2025. Dès que la facturation deviendra obligatoire pour les consommateurs tertiaires ou résidentiels le fournisseur pourra répercuter le coût, à l'euro, selon la réglementation applicable.

Réglementation relative au Système d'Échange de Quotas d'Émission (SEQE-UE 2)

Dans le cas d'une transposition en droit français de la directive n°2023/959 du Parlement européen et du Conseil de l'Europe en date du 10 mai 2023, certains fournisseurs seraient soumis, à compter du 1^{er} janvier 2027, au second Système d'Échange de Quotas d'Émission (SEQE-UE 2) pour certains de leurs clients. Dès que les coûts engendrés par cette nouvelle transposition seront rendus obligatoires pour les consommateurs concernés, le fournisseur pourra les répercuter à l'euro/l'euro sur la facture des consommateurs.

ARTICLE 17. AVANCE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG-FCS.

L'avance est versée lors de la conclusion des marchés subséquents.

Pour les marchés subséquents d'une durée inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est compris entre 5 et 30 % du montant initial TTC du marché.

Pourcentage de l'avance versé au titulaire du marché :

- 10 % pour les titulaires autres que les PME.
- 20% si le titulaire est une PME.

Pour les marchés subséquents d'une durée supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est compris entre 5 et 30 % de la somme égale à 12 fois le montant initial TTC du marché divisé par la durée exprimée en mois.

Pourcentage de l'avance versé au titulaire du marché :

- 10 % pour les titulaires autres que les PME.
- 20% si le titulaire est une PME.

Conditions de versement et de remboursement :

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire peut, toutefois, refuser le versement de l'avance.

ARTICLE 18. MODALITÉS DE PAIEMENT

18.1 Présentation des demandes de paiement

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture,
- La mention « GIP FCIP de Lille »
- L'Adresse « 111 avenue de Dunkerque 59009 Lille cedex »
- La mention « Accord-cadre 2026-05 »
- La référence du marché subséquent
- Le ou les points de livraison concernés,
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture
- Le numéro du bon de commande correspondant au numéro de l'engagement juridique attribué par le système informatique
- La date d'exécution des prestations
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera

leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

18.2 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

PARTIE 5. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION

ARTICLE 19. PÉNALITÉS

A défaut d'indications contraires dans le marché subséquent, les pénalités décrites ci-après s'appliquent.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont déterminées selon les modalités suivantes :

Pénalités
Pénalité pour retard dans la fourniture d'énergie : Sauf faute imputable à un tiers, toute défaillance dans la fourniture de gaz naturel à un site entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de 0.3 % du montant du marché subséquent HT par PDL dû, après mise en demeure restée sans effet.
Pénalités pour défaut de communication des données techniques : Lorsque le titulaire d'un marché subséquent ne communique pas au pouvoir adjudicateur la mise à jour ou les données techniques d'un ou plusieurs points de livraison, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire équivalente à l'ensemble des frais occasionnés par ce manquement.
Pénalité pour absence aux réunions : toute absence non justifiée est sanctionnée d'une pénalité forfaitaire de 200 euros HT.
Pénalité pour retard de rattachement de sites : pénalité de 100 euros HT par jour calendaire de retard à partir de la date prévue de livraison mentionnée dans le bon de commande.
Pénalité pour retard de détachement de sites : pénalité de 100 euros HT par jour calendaire de retard à partir de la date prévue de détachement mentionnée dans le bon de commande.

ARTICLE 20. MESURES COERCITIVES

Conformément à l'article 45 du CCAG FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 21. CAS DE RÉSILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la de-

mande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services. L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

Résiliation pour évènements extérieurs au marché :

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour évènements liés au marché :

Les dispositions de l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour faute du titulaire :

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

Les dispositions de l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 22. LIQUIDATION

Décompte de résiliation :

Les dispositions de l'article 43 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés :

Les dispositions de l'article 44 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFÉRENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

23.1 Règlement amiable des litiges

En application des dispositions de l'article 46 du CCAG FCS, en cas de litige ou de désaccord qui pourrait survenir, notamment quant à l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

S'agissant de la formalisation de la réclamation et des modalités de règlement, les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS relatif aux différends entre les parties s'appliquent.

23.2 Juridiction compétente

Le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent pour régler tout litige lié à l'exécution du présent marché :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014, Lille Cedex
Téléphone : (+33) 3 59 54 23 42
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr
Fax : (+33) 3 59 54 24 45
Adresse internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr>

Le droit français est seul applicable.

PARTIE 6. DÉROGATION AU CCAG

Article du CCP par lequel est introduite la dérogation		Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé
Article 19	Pénalités	Article 14.1.1